

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	<b>20.04.2024</b>
Thema	<b>Keine Einschränkung</b>
Schlagworte	<b>UNO</b>
Akteure	<b>Jordanien</b>
Prozesstypen	<b>Keine Einschränkung</b>
Datum	<b>01.01.1990 - 01.01.2020</b>

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Hulliger, Caroline  
Pasquier, Emilia

## Bevorzugte Zitierweise

Hulliger, Caroline; Pasquier, Emilia 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: UNO, Jordanien, 2012 - 2015*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 20.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

<b>Allgemeine Chronik</b>	1
<b>Aussenpolitik</b>	1
Beziehungen zu internationalen Organisationen	1
Aussenwirtschaftspolitik	1

# Abkürzungsverzeichnis

**UNO** Organisation der Vereinten Nationen  
**SECO** Staatssekretariat für Wirtschaft

---

**ONU** Organisation des Nations unies  
**SECO** Secrétariat d'Etat à l'économie

# Allgemeine Chronik

## Aussenpolitik

### Beziehungen zu internationalen Organisationen

**INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN**  
DATUM: 28.03.2012  
EMILIA PASQUIER

Le groupe des S-5 (Small 5) composé du Costa Rica, de la Jordanie, de Singapour, du Liechtenstein et de la Suisse, a déposé **une proposition de réforme du Conseil de sécurité** à l'ONU. L'objectif principal de cette proposition est la démocratisation du Conseil de sécurité. Il s'agit plus précisément de tenir plus de séances publiques, de restreindre l'utilisation du droit de veto en cas de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Les pressions du Conseil de sécurité et autres obstacles administratifs ont eu raison de l'initiative, retirée en mai.<sup>1</sup>

### Aussenwirtschaftspolitik

**BERICHT**  
DATUM: 31.12.2015  
CAROLINE HULLIGER

Les **exportations de matériel de guerre** ont enregistré une baisse de 21% en 2015 par rapport à l'année précédente. Les entreprises suisses ont ainsi exporté pour un montant de 446,6 millions de francs de matériel de guerre (contre 563,5 millions de francs en 2014), ce qui représente une part de 0,16% des exportations suisses. La Suisse a exporté du matériel dans 71 pays. En tête des pays destinataires, nous retrouvons l'Allemagne avec des livraisons d'une valeur de 130,3 millions de francs, suivie de l'Inde (45,5 millions), de l'Indonésie (44,2 millions), des États-Unis (26,3 millions) et de l'Italie (24,4 millions).

En ce qui concerne le respect des non-réexportations, la Suisse a fait valoir son droit de contrôle en envoyant des experts du SECO en Corée du Sud, en Estonie, au Ghana, en Indonésie, en Jordanie, au Liban, à Macao, au Mexique et en Turquie. Les inspections qui y ont été menées ont montré que tous ces pays avaient respectés leur engagement de ne pas réexporter le matériel de guerre sans l'accord de la Suisse.

Par ailleurs, le Traité sur le commerce des armes (TCA) adopté par l'Assemblée générale de l'ONU en 2013 a été approuvé par les Chambres fédérales et entré en vigueur pour la Suisse le 30 avril 2015.<sup>2</sup>

---

1) Communiqué du DFAE du 28.3.12; TA, 18.5.12; NZZ, 28.5.12.

2) Rapport sur les exportations de matériel de guerre 2015; TG, 24.2.16